



HAL
open science

La contribution de l'outre-Mer français à l'effort de guerre (1914-1918)

Dominique Barjot

► **To cite this version:**

Dominique Barjot. La contribution de l'outre-Mer français à l'effort de guerre (1914-1918). *Mondes et Cultures*, 2015, tome LXXV (1-2-3-4), p. 96-116. hal-04001461

HAL Id: hal-04001461

<https://hal.sorbonne-universite.fr/hal-04001461>

Submitted on 22 Feb 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LA CONTRIBUTION DE L'OUTRE-MER FRANÇAIS À L'EFFORT DE GUERRE (1914-1918)

par Dominique BARJOT

Introduction

La Première Guerre mondiale constitue le premier exemple de guerre totale, fondée sur un degré sans précédent de mobilisation économique, technologique et sociale : il s'agit d'armer et de produire pour le front et pour l'arrière (Gerard Feldman¹, Georg Hardach²), mais aussi d'innover et de gérer³. Le premier conflit mondial implique aussi une « totalitarisation » de la guerre (Stéphane Audoin-Rouzeau, Henri Rousso, Anne Duménil, Christian Ingrao⁴), marquée par un processus de « brutalisation » (George L. Mosse⁵). En effet, les populations souffrent de violences de guerre, mais aussi de la violence politique.

La Première Guerre mondiale voit donc la mise en place d'une économie de guerre⁶. Celle-ci se fonde sur le blocus instauré contre l'Allemagne. Défini par les déclarations de Paris (1856) et de Londres, ce dernier concerne trois types de biens relevant tantôt de la contrebande absolue, de la contrebande conditionnelle et des biens libres. Appliqué aux puissances centrales, il est ainsi passé par trois étapes : application restreinte, d'août 1914 à mars 1915 ; mise en œuvre sans restriction ; blocus total, à partir de mars 1917 et jusqu'en novembre 1918. La guerre sous-marine en constitue le corollaire, entraînant une riposte alliée surtout vigoureuse à partir d'avril 1917.

La mobilisation économique de guerre implique une politique reposant sur deux types de moyens : les politiques d'armement et celles de ravitaillement. Les premières se résument bien par la formule de Bertrand Russell, « abattre un maximum pour un minimum de dépenses ». En France, elle naît de la conjonction de la pénurie de main-d'œuvre et de la crise des munitions. Les gouvernants réagissent de façon progressive : en septembre-octobre 1914, coopération entre le ministère de la Guerre (Alexandre Millerand) et le Comité des forges (Robert Pinot), en septembre 1915, sous-secrétariat d'État à l'Artillerie (Albert Thomas), devenu ensuite ministère de l'Armement (Albert Thomas, puis Louis Loucheur) ; la même année création des consortiums par Étienne Clémentel, ministre du Commerce et de l'Industrie. Quant aux politiques de ravitaillement, elles résultent de l'occupation des départements du Nord et du Nord-Est, dont s'ensuit une réduction de 40 % de la production

¹ Gerard D. Feldman, *Army, Industry and Labor in Germany, 1914-1918*, Providence/ Oxford, Berg, 1992.

² Gerd Hardach, *The First world War 1914-1918*, Londres, Penguin Books Ltd, Allen Lane, 1977.

³ Dominique Barjot (dir.), *Deux guerres totales (1914-1918 ; 1939-1945). La mobilisation de la nation*, Paris, Economica, 2012. L'article s'appuie dans ses grandes lignes sur ce livre collectif. Le lecteur voudra bien s'y référer pour une présentation beaucoup plus complète de la bibliographie.

⁴ Stéphane Audoin-Rouzeau, Henry Rousso, Anne Duménil, Christian Ingrao, « Les sociétés, la guerre et la paix (Europe, Russie/URSS, États-Unis, Japon) 1911-1946 », *Historiens et Géographes*, n° 383, juin 2003, p. 187-211.

⁵ George L. Mosse, *De la grande guerre aux totalitarismes : la brutalisation des sociétés européennes*, Paris, Hachette, 1999.

⁶ Voir « Introduction » dans Dominique Barjot, (dir.), *Deux guerres totales (1914-1918 ; 1939-1945). La mobilisation de la Nation*, op. cit., p. 9-81.

française de blé. De ce fait, la France devient le premier importateur de denrées alimentaires⁷. Des mesures s'imposent : contrôle du prix des grains en octobre 1915, puis du prix de tous les produits de base en avril 1916, monopole d'État sur le sucre (1916) et les grains (1917). La hausse des prix (triplement de celui du blé de 1914 à 1918) finit par imposer la carte de rationnement, en juin 1918.

La guerre s'accompagne de conséquences considérables. Elles sont d'abord monétaires et financières : fin du Gold Standard, explosion des dépenses publiques (multiplication par 4,5 en France, 5,1 en Allemagne, 5,6 au Royaume-Uni), elles-mêmes financées par la création de monnaie par la Banque centrale (bons du Trésor, bons de la Défense nationale), augmentation de la pression fiscale, emprunts intérieurs et extérieurs. En résulte une inflation massive : durant le conflit la masse monétaire en circulation se trouve multipliée par 11,4 en Allemagne, 11,5 au Royaume-Uni et 5,3 en France. Elle entraîne une perte de pouvoir d'achat de la masse monétaire (-50 % pour la livre sterling, -75 % pour le franc). Les conséquences sociales ne sont pas moindres. La contestation ouvrière s'accroît : les grèves se multiplient pendant le conflit (usines d'armement, en particulier en 1917 dans la Loire) et après lui (notamment en 1919-1921). Elles prennent fréquemment un tour pacifiste et révolutionnaire (Zimmerwald, en 1915, puis Kienthal, en 1916).

La Première Guerre mondiale fait l'objet d'approches nouvelles⁸. Deux nous concernent ici. En premier lieu, le conflit se caractérise par une formidable mobilisation humaine. Si la conscription ne constitue pas une nouveauté, le service militaire obligatoire ouvre, lui, la voie à la guerre de masse : il est adopté par la plupart des États européens à partir de la fin du XIX^e siècle, sauf par le Royaume-Uni. La mobilisation générale apparaît comme le prolongement naturel du service militaire obligatoire. Elle implique l'affrontement de millions d'hommes, mais, au début, personne ne le croit. En France, l'on mise sur l'armée d'active, en Allemagne sur les réserves, mais partout l'on mise de manière unanime sur une guerre courte. En réalité la mobilisation s'avère sans précédent : 10 millions d'hommes en quelques jours, 70 pendant tout le conflit⁹. De plus, la guerre de masse est largement permise par le chemin de fer, par la conviction que l'on se bat pour son pays et par la croyance dans l'offensive à outrance : pendant la Première Guerre mondiale, il meurt chaque jour 900 français, 1300 Allemands et 1400 Russes. Le terme de mobilisation générale lui-même change de sens : le fantassin de la « Nation en armes » s'efface devant l'artilleur, du fait du développement massif des inventions de guerre et des soutiens du second front.

La mobilisation économique de l'arrière peut être envisagée de deux manières. Selon, une vision macroéconomique, telle que développée par Mark Harrison, il s'agit de mesurer l'efficacité de la mobilisation économique globale¹⁰. Une telle approche montre que la Guerre mondiale a été gagnée par ceux qui ont apporté la plus grande quantité de ressources militaires à la guerre, que les pays les plus riches (États-Unis, Royaume-Uni) ont bénéficié d'un avantage systématique et que ceux-ci ont besoin de temps pour mobiliser des ressources

⁷ Jean Bouvier, René Girault, Jacques Thobie, *L'impérialisme à la française 1914-1960*, Paris, La Découverte, 1986, deuxième partie, chapitre 4 « L'impérialisme français dans la guerre (1914-1918) », p. 125-145.

⁸ François Cochet, *La Grande Guerre. Fin d'un monde, début d'un siècle*, Paris, Perrin-Ministère de la Défense, 2014.

⁹ Jean-Jacques Becker, *La Première Guerre mondiale*, Paris, Belin, 2003 ; Jean-Jacques Becker, *L'année 1914*, Paris, Armand Colin, 2004.

¹⁰ Mark Harrison, « Pourquoi les riches ont gagné : mobilisation et développement économique dans les deux guerres mondiales », dans Dominique Barjot, (dir.), *Deux guerres totales (1914-1918 ; 1939-1945). La mobilisation de la nation, op cit.*, p. 135-179.

supérieures. Si les plus proches de la ligne de front doivent fournir le plus d'efforts, l'importance d'autres facteurs, non économiques tels que le leadership, l'organisation, la discipline et le moral, a été largement conditionnée par la richesse, la géographie et le temps. Quant à la vision microéconomique, elle doit prendre en compte notamment les entreprises, leurs contraintes et leurs stratégies¹¹. Elle met ainsi en évidence l'importance cruciale des matières premières, de l'énergie et de la main-d'œuvre, mais aussi leur mobilisation au service de l'effort de guerre, directement, par la production d'armements et de munitions, et, indirectement par celle d'énergie et de substituts (vêtements militaires).

UNE INTENSE MOBILISATION ÉCONOMIQUE

Un effort financier colossal a permis une gigantesque production d'armements.

Un effort financier colossal

En 1914, la France fait figure de pays riche, mais, parce que la guerre implique des dépenses énormes, le financement de celle-ci s'avère insuffisant¹².

La guerre implique des dépenses énormes

De fait, pour financer la guerre, la France a dû effectuer d'énormes dépenses.

Tableau 1 – Dépenses de guerre de la France de 1914 à 1919 (en milliards de francs or)

Dépenses des services civils	26
Charges militaires	128
Charges de la dette publique	26
Dépenses recouvrables (avances aux industriels, prêts à l'étranger)	30
Solde débiteurs globaux des services spéciaux du Trésor	13
Total	223

Source : d'après Duroselle, *La Grande Guerre des Français 1914-1918. L'incompréhensible*, Paris, Perrin, 1994.

Ces dépenses s'élèvent à 38 milliards de francs or par an, soit un supplément de 33 milliards de francs par rapport à une année d'avant-guerre. Selon Louis Marin, rapporteur du budget de 1919, cette augmentation s'explique par ces allocations militaires (14 milliards de francs), l'assistance aux réfugiés (plus de 2,3 milliards de francs), et surtout la charge de la dette (1,36 milliards de francs en 1914, 4,8 milliards en 1917 et 7,9 en 1919). Il s'ensuit un excédent de dépenses sur les recettes de 22 milliards de francs (201 milliards de francs de recettes pour 223 milliards de francs de dépenses) : l'État est donc largement en retard sur ses paiements.

Un financement structurellement insuffisant

¹¹ Hubert Bonin, Catherine Hodeir, Jean-François Klein, (dir.), *L'Esprit économique impérial (1830-1970). Groupes de pression et réseaux du patronat colonial en France et dans l'Empire*, Paris, Publications de la SFHOM, 2008.

¹² Jean-Baptiste Duroselle, *La Grande Guerre des Français 1914-1918. L'incompréhensible*, [1994, 1998], Paris, Perrin, 2003, chapitre 8, « Les finances de guerre », p. 151-168.

Les 201 milliards de francs de recettes se répartissaient comme suit :

Tableau 2 – Recettes budgétaires de la France pour la période 1914-1919 (en milliards de francs)

Ressources ordinaires (impôts)	32
Avances de la Banque de France	25,5
Bons de la Défense nationale	76,0
Emprunts perpétuels (solde en numéraire)	24,0
Emprunts extérieurs	43,5

Source : d'après Duroselle, *Ibid.*

Il a fallu faire appel à différents modes de financements. Le recours à l'impôt a été faible. Voté en juillet 1914, l'impôt sur le revenu n'entre en application qu'en janvier 1916 : il ne rapporte pas même 1 milliard de francs pour les années 1917 et 1918. En outre, juillet 1916 voit l'entrée en vigueur de la contribution extraordinaire sur les bénéficiaires de guerre. En raison d'une énorme fraude, d'une certaine manière utile au pays vue l'urgence à produire, mais évidemment moralement condamnable, elle ne fournit qu'1,5 milliard de francs. Les impôts dans leur totalité rapportent plus : 1,2 milliards de francs entre août et décembre 1914, 4,1 en 1915, 5,9 en 1917. Ce sont donc les impôts indirects qui, pour l'essentiel, fournissent les recettes fiscales.

Les avances de la Banque de France apportent des ressources non négligeables. L'État n'y recourt d'abord qu'avec une certaine prudence, tant qu'Alexandre Ribot demeure aux Finances : jusqu'en mars 1917, seulement 18 milliards de francs de billets ont été émis (contre 6 en juin 1914). Les choses changent avec Louis-Lucien Klotz. Il « signe des chèques comme on signe des autographes » dit-on de lui. De fait, les avances de la Banque de France bondissent :

Tableau 3 – Évolution du montant annuel des avances consenties par la Banque de France (au 31 décembre de l'année)

1914	1915	1916	1917	1918
3,9	5	7,4	12,5	17,5

Source : d'après Duroselle, *Ibid.*

Quant à la couverture-or elle est assurée pour 3 milliards sur 4,15 par couverture des crédits américains, à quoi s'ajoutent 2,4 milliards de francs détenus des particuliers. Néanmoins, le taux de couverture se dégrade beaucoup, passant de 69,4 % en 1914 à 42,4 en 1917 et 21,5 % en 1919.

L'appel fait à l'épargne nationale frappe par son ampleur. Il s'agit en premier lieu de bons du Trésor, devenus bons de la Défense nationale en septembre 1914 ; ils peuvent être acceptés à l'escompte dans un délai de moins de six mois. Parce qu'ils ne constituent pas un moyen de paiement, il existe donc un risque en cas de remboursement massif. De ce point de vue, la pratique de Klotz diffère de manière radicale de celle de Ribot :

Tableau 4 – Évolution des émissions de bons de la Défense nationale de 1914 à 1919 (en milliards de francs)

	Ribot	Klotz
1914-1916	22	
1917-1919		54

Source : d'après Duroselle, *op. cit.*

De fait, la France est le pays qui recourt le plus à cette formule de bons à court terme. Cela fera dire à Gaston Jèze : « une plus mauvaise gestion financière est difficile à imaginer. »

La France s'est aussi endettée à long et moyen termes. Elle pratique les emprunts perpétuels. Ils constituent la priorité de l'Allemagne (deux emprunts annuels). Le gouvernement français, au contraire, n'y recourt qu'à partir de la fin de 1915. Ribot en émet deux. Le premier donne 13,3 milliards de francs, dont 6,2 milliards en numéraire pour un taux d'intérêt théorique de 5 % (et réel de 5,7 %). Le second, en octobre 1916, rapporte 10 milliards de francs, dont 5,4 milliards en numéraires avec un intérêt de 5 % (et réel de 5,6 %). Klotz poursuit dans la même voie. Le troisième emprunt est lancé en octobre 1917 : émis avec un intérêt de 4 % (mais 5,8% réels), il donne 10 milliards de francs, dont 5,1 en numéraire. Quant au dernier, « l'emprunt de la Victoire », il donne 22,1 milliards de francs dont 7,2 en numéraire.

Cela ne peut suffire. Il faut emprunter à l'étranger. En effet, la crise de la balance des paiements contraint à y recourir de façon massive¹³. Avant la Première Guerre mondiale, la France connaissait un déficit commercial (1,6 milliards de francs), mais il était largement couvert par les revenus des invisibles (tourisme, grands travaux, frets maritime, assurances, surtout revenus des capitaux placés à l'étranger). Au contraire, avec la Première Guerre mondiale, le déficit de la balance commerciale s'accroît, tandis que disparaissent les revenus invisibles. Il s'ensuit un déséquilibre grandissant de la balance des paiements courants, entraîné par celui de la balance commerciale :

Tableau 5 – Évolution de la balance commerciale de la France (en milliards de francs)

	Importations	Exportations	Solde
1913	8,4	6,8	-1,6
1914	6,4	4,8	-1,6
1915	11,0	3,9	-7,1
1916	20,6	6,2	-14,4
1917	27,5	6,0	-21,5
1918	22,3	4,7	-17,6
1919	29,0	8,7	-20,3
TOTAL	116,8	34,3	-82,5

Source : Jean-Baptiste Duroselle, *Ibid.*

La seule issue réside dans l'appel aux emprunts étrangers pour couvrir le déficit :

Tableau 6 – Prêts consentis à la France par l'étranger (en milliards de francs)

	Royaume-Uni	États-Unis	Total (Royaume-Uni + États-Unis + autres)
1913		0,051	0,051
1914	0,8	1,8	2,8
1915	7,0	1,6	8,8
1916	4,0	7,5	11,9
1917	1,6	5,3	8,7
1918	1,7	9,2	11,3

¹³ *Ibid.*, chapitre 12, « La France et la guerre économique », p. 231-254.

TOTAL	15,1	25,4	43,5
-------	------	------	------

Sources : Lucien Petit, JG des Finances, Henri Truchy, cités dans Jean-Baptiste Duroselle, *op. cit.*

Avant 1917, le Royaume-Uni est le plus important créancier de la France (7,8 milliards de francs prêtés contre 3,4 pour les États-Unis). Après cette date, ce sont au contraire les États-Unis qui l'emportent avec 22 milliards prêtés pour 7,3 fournis par le Royaume-Uni. En 1919, n'ont été remboursés que 4 milliards de francs. Il reste donc une dette de 39,5 milliards de francs. L'intervention américaine se fait d'abord à l'échelle privée : dès 1916, se constitue un syndicat de banque des États-Unis, l'American Foreign Securities – comprenant la banque Morgan, la National City Bank et le Guaranty Trust Compagny – qui fournit des crédits au Crédit lyonnais et à Schneider et Cie.

Un gigantesque effort d'armement

Durant ces années, la France doit fournir un immense effort d'armement¹⁴.

Une nécessaire reconversion industrielle

L'insuffisance de l'armement français suppose en effet une reconversion industrielle majeure¹⁵. Cette insuffisance concerne au premier chef l'artillerie lourde. En effet, le canon de 75 mm français l'emporte en performances sur le 77 mm allemand. La France engage donc un effort considérable en ce sens : fin de l'autonomie des places fortes (5 août 1915), fabrication de canons de 155 mm (Schneider notamment) et de 400 mm (employés notamment à Verdun). Néanmoins, jusqu'à la fin du conflit, la supériorité allemande persiste. En revanche, la France s'impose comme la puissance dominante en matière de tanks (400 chars Schneider produits en 1915, 3470 chars Renault en 1917), même si l'idée est britannique et grâce au colonel Estienne, mais aussi par l'aviation. Voulu par Joffre, son développement confère la supériorité aux Alliés : en 1914, ceux-ci alignent 11 500 appareils contre seulement 4 500 pour les Allemands. C'est la France qui fournit la contribution essentielle : 89 000 moteurs d'avions livrés pendant la durée du conflit, contre 45 000 pour les Britanniques et 40 000 pour l'Allemagne.

L'industrie française doit donc se reconvertir. Le contexte est pourtant très défavorable. Avec l'Occupation d'une partie de son territoire, la France perd 14 % de sa production industrielle totale, mais aussi – et surtout – 75 % de son charbon, 81 % de sa fonte, 63 % de son acier, 94 % de sa laine, 75 % de son sucre. Avec la mobilisation, le pays ne dispose plus que 5 millions de travailleurs de la terre sur 8,5 millions (mais seulement 1,5 millions d'hommes au lieu 3,7 millions avant-guerre). De plus, la production s'effondre : celle d'acier tombe de 4,6 millions de tonnes en 1913 à 1,1 million en 1915, mais 1,9 en 1918.

C'est la crise des munitions, à l'automne 1914, qui précipite l'évolution. Concernant tant les explosifs que les obus, elle révèle les limites criantes d'une production fournie par la seule industrie d'État, à savoir les manufactures de Bourges (canons de 75), de Ruelles (munitions et poudre) et de Saint-Étienne (mitrailleuses). En 1914, l'industrie privée ne travaillait que pour l'exportation, à l'instar de Schneider et Cie (canons de 155 mm) et de Saint-Chamond (mitrailleuses Hotchkiss). La situation apparaît la plus difficile pour les

¹⁴ *Ibid.*, chapitre 9, « L'armement », p. 169-183.

¹⁵ Rémy Porte, *La mobilisation industrielle. « Premier front » de la Grande Guerre ?*, Saint-Cloud, Soteca/14-18 Éditions, 2005.

poudres. En effet, à la veille de la Première Guerre mondiale, la France dépend en quasi-totalité de l'Allemagne. Ici réside « le plus grand miracle de la guerre » (Alexandre Millerand), grâce au rôle décisif tenu par Denys Cochin et par le général Baquet.

L'État met en place une administration *ad hoc*. Dès le 20 mai 1915, un sous-secrétariat d'État est confié à Albert Thomas, mais sa difficile mise en place contribue à la chute conjointe de Millerand et du général Baquet. En revanche, le 15 juillet 1915, le gouvernement instaure des avances à l'outillage. Elles dépassent vite en importance les subventions. S'y ajoute l'adoption de la loi Dalbiez le 4 juin 1915. Celle-ci permet en effet d'accroître fortement la main-d'œuvre des usines d'armement : au premier janvier 1916, celles-ci emploient 732 000 ouvriers, mais 876 000 au premier mars 1918. À cette date, ces usines comptent 15,3 % de femmes, 3,7 % d'étrangers et 39 % d'ouvriers en « sursis industriel », c'est-à-dire libérés des obligations militaires. Cela suppose une nécessaire collaboration avec le secteur privé. Comme l'a bien montré Pierre Renouvin, dans les *Études des formes du gouvernement de guerre*, Ulan Press, 2012, s'observe un lent progrès des réquisitions et des contrôles. Le processus s'accélère sous Georges Clemenceau : le 22 décembre 1917, toute la marine marchande française, tous les navires alliés et neutres sont mis à la disposition de la France.

L'exemple de l'électricité et des travaux publics

Cette collaboration apparaît particulièrement nette dans le double cas de l'électricité et des travaux publics¹⁶. Pour ces deux secteurs, la guerre offre un contexte nouveau : apparition de nouveaux besoins, rôle renforcé des organisations patronales, ouverture de nouveaux marchés, tant barrages et centrales hydroélectriques qu'usines d'armement. Pour les entreprises, il s'ensuit des distorsions considérables, mais aussi de fortes opportunités. Pour les compagnies d'électricité, la guerre constitue un catalyseur de l'évolution¹⁷. Elle pousse à la mise en valeur accrue du Massif central, des Pyrénées et des Alpes. Il s'ensuit, pour certaines de ces compagnies, une montée en puissance tant dans la production : ainsi dans le cas de la Compagnie électrique de la Loire et du Centre, établie à Saint-Étienne. Les entreprises de travaux publics ne sont pas en reste, la mobilisation succédant, de manière progressive, à la crise, comme le montre l'exemple de la Société des Grands Travaux de Marseille. Les stratégies diffèrent d'ailleurs de l'un à l'autre : repli de la société Hersent Jean et Georges sur ses affaires argentines (Société du Port de Rosario), développement des Grands Travaux de Marseille dans l'hydroélectricité et le bâtiment industriel, réorientation vers la production d'armements à grande échelle pour la Société de Construction des Batignolles.

Les entrepreneurs jouent eux-mêmes un rôle décisif à l'instar de Louis Loucheur (1872-1931). Ce grand patron de l'électricité et des travaux publics s'affirme comme un expert écouté des gouvernements, du premier août 1914 au 12 décembre 1916. Il devient

¹⁶ Dominique Barjot, « Entreprises et entrepreneurs face à l'effort de guerre : électricité et travaux publics (1914-1918) », dans Dominique Barjot, (dir.), *Deux guerres totales (1914-1918 ; 1939-1945)*, op. cit., 2012, p. 181-209. Voir aussi Dominique Barjot, *La grande entreprise française de Travaux publics (1883-1974)*, Paris, Economica, 2006, chapitre 7, p. 233-265.

¹⁷ Dominique Barjot, « Les entreprises électriques en guerre, 1914-1918 », dans Dominique Barjot, Sophie Coeuré, Henri Morsel (dir.), *Stratégies, gestion, management. Les compagnies électriques et leurs patrons 1895-1945*, Paris, AHEF-PUF, 2001, p. 165-190.

sous-secrétaire d'État à l'Artillerie et aux Munitions, du 12 décembre 1916 au 12 septembre 1917, avec Albert Thomas comme ministre. Il succède à ce dernier comme ministre de l'Armement le 12 septembre 1917 et le reste jusqu'au 11 novembre 1918.

Son groupe, Girolou, dont il a abandonné la direction effective dès sa nomination comme sous-secrétaire d'État, tient également une place déterminante dans l'effort de guerre¹⁸. D'abord très affecté par la crise qu'entraîne l'entrée en guerre (arrêt des chantiers, apparition et persistance des déficits d'exploitation), la société amorce son redéploiement dès 1916, avant de se redresser en 1917 et 1918. Le repli des activités sur la métropole s'accompagne en effet d'une diversification vers le bâtiment industriel et d'une importance grandissante des travaux d'aménagement hydroélectriques. Dans ce contexte, les principales sociétés du groupe parviennent à faire face. Certes la productivité du travail décline en raison de la pénurie de main-d'œuvre. Il faut faire appel aux travailleurs marocains et aux prisonniers de guerre et, dans la région de Bordeaux, affronter la concurrence des salaires élevés versés par les Américains. À Luchon, la Société générale d'entreprises, principale entité du groupe, emploie 1 100 travailleurs chinois, mais doit en renvoyer 600.

Il faut dès lors faire appel à des mobilisés libérés du front, à des Espagnols, puis des Alsaciens-Lorrains. La SGE maintient sa productivité globale, grâce à une organisation plus rationnelle de l'entreprise, à des économies de matériaux, d'énergie et de frais de transport ainsi qu'à une amélioration de l'efficacité du travail. D'une manière plus large, le groupe dans son ensemble s'oriente vers la production intensive d'armes et de munition, devenant, de loin, le premier sous-traitant de Schneider et Cie (plus de 50 % des marchés exécutés), à travers les deux consortiums Lyon-Obus et la Participation Usine Artillerie Lourde (PUAL) constituée avec les principaux groupes sidérurgiques français.

L'OUTRE-MER FRANÇAIS : UNE CONTRIBUTION MULTIPLE

La contribution de l'Outre-mer français ne se ramène pas qu'aux apports en hommes¹⁹, comme le montre l'exemple de l'Afrique²⁰.

Un appel principalement tourné vers l'Afrique

L'appel de la métropole s'est tourné principalement vers l'Afrique, comme l'a bien montré Marc Michel²¹. L'Afrique a représenté en effet un apport important en hommes. Il n'est pas négligeable avant même la Première Guerre mondiale, se montant à près de 100 000 hommes, dont 50 000 venus d'Afrique du Nord, plus de 36 000 d'Afrique noire et plus de 60 000 de Madagascar²². Il se renforce évidemment pendant la Première Guerre mondiale²³.

¹⁸ Dominique Barjot, « Une contribution décisive à l'effort de guerre : le groupe Girolou (1914-1918) », dans Dominique Barjot, (dir.), *Deux guerres totales (1914-1918 ; 1939-1945)*, op. cit., p. 211-242. Voir aussi Dominique Barjot, *La Trace des bâtisseurs. Histoire du groupe Vinci*, Paris, Vinci, 2003, p. 17-18.

¹⁹ Jacques Frémeaux, *Les colonies dans la Grande Guerre. Combats et épreuves des peuples d'outre-mer*, Saint-Cloud, Soteca/14-18 Éditions, 2006. Voir aussi : Jacques Frémeaux, *De quoi fut fait l'empire. Les guerres coloniales au XIX^e siècle*, Paris, CNRS, 2010.

²⁰ Pour un état général de la question et une bibliographie détaillée, voir : Dominique Barjot, Jacques Frémeaux (dir.), *Les sociétés coloniales à l'âge des empires des années 1850 aux années 1950*, Paris, SEDES, 2012.

²¹ Marc Michel, *L'Afrique dans l'engrenage de la Grande Guerre*, Paris, Karthala, 2013.

²² Maurice Gontard, *Madagascar pendant la Première Guerre mondiale*, Tananarive, Imprimerie Malgache d'édition, 1969.

Au total, il y a eu 600 000 mobilisés dans l'empire français, dont 80 % venus d'Afrique, ce à quoi vinrent s'ajouter 180 000 travailleurs, dont 130 000 issus d'Afrique du Nord, soit environ 70 %. Ces prélèvements suscitent des résistances, mais aussi des accommodations et des consentements. Un certain nombre de populations paraissent particulièrement ciblées. Tel est le cas du mythe de la « Force noire » (Mangin) : à l'instar des Wolofs, ces noirs seraient des soldats par nature²⁴. Mais cela ne va pas sans révoltes, comme dans l'Ouest-Volta en 1916, par « refus de donner des hommes aux blancs », ou dans le Constantinois, au début de 1917. Ces statistiques demeurent d'ailleurs hésitantes. L'on ne dispose pas de recensement fiable des populations. Dans ces conditions, l'évaluation ne peut être qu'approximative. Gilbert Meynier parle de 120 000 Algériens combattant en métropole. Quant à Marc Michel, il rappelle que la France a fourni le principal contingent non-européen, il évalue les mobilisés, sur tous les fronts européens, à 170 000 originaires d'AOF et d'AEF²⁵, 172 000 Algériens, environ 100 000 Marocains et Tunisiens et 40 000 Malgaches.

La contribution de l'Afrique n'est pas non plus négligeable à l'effort économique de guerre²⁶. S'il convient de mettre à part l'Algérie, fournisseuse de céréales, de vin, de viande et de matières textiles, l'Afrique noire aussi a apporté son dû. Tel est le cas pour les oléagineux, dont la production croît pendant la Première Guerre mondiale. En Algérie, l'économie est dominée par le colonat, tandis qu'en Afrique noire, une production est laissée aux indigènes, la domination des Européens s'exerçant seulement sur la commercialisation. Les différences d'organisation administrative se font sentir : l'Algérie est intégrée au territoire métropolitain, alors que l'AOF et l'AEF relèvent du ministère des Colonies. La Première Guerre mondiale aboutit d'ailleurs à une prise de conscience de leur importance. Telle est l'origine du Plan Sarraut.

Durant le conflit, la crise des économies coloniales suscite l'intervention de l'État français. La guerre entraîne en effet une asphyxie économique qu'aggravent les effets du climat. Au Sénégal, l'irrégularité des récoltes résulte à la fois de crises de type archaïque prenant la forme de la disette et de type nouveau caractérisées par la surproduction (cas de l'arachide). Mais cette intervention étatique privilégie l'organisation de la production pour l'effort de guerre plutôt que la protection des producteurs et des consommateurs. Dès septembre 1914 est créée la Commission consultative coloniale, où siègent Gaston Doumergue et Henry Bérenger. À travers le ralliement des grandes maisons de commerce et de leur Union coloniale française, l'idée s'établit d'une solidarité entre la France et son empire.

En AOF, l'économie de guerre rencontre des déboires. Théodore Steeg et André Maginot jouent un rôle décisif. Ils sont à l'origine de la mission confiée à Joost Van Vollenhoven. Ce dernier applique, en AOF toujours, un programme d'économie sur les salaires au profit de la métropole. Ce programme se fonde sur deux conditions : l'intensification de la production et des prix rémunérateurs pour les entreprises concernées.

²³ Claude Carlier et Guy Pedroncini (dir.), *Les Troupes coloniales dans la Grande Guerre*, Paris, Economica, 1997. Voir également : Anthony Clayton, *Histoire de l'armée française en Afrique, 1830-1962*, Paris, Albin Michel, 1994.

²⁴ Julie d'Andurain, « Les militaires en position coloniale (1875-1945) : entre exploitation économique, modernisation forcée et assimilation », dans Jean-François Klein, Claire Laux, *Les sociétés coloniales à l'âge des empires : Afrique, Antilles, Asie (années 1850-années 1950)*, Paris, Ellipses, 2012, chapitre 7, p. 96-104.

²⁵ Colette Dubois, *Deux colonies de l'AEF pendant la Première Guerre mondiale 1911-1923*, thèse de 3^e cycle, dir. Jean-Louis Miège, Université de Provence, Institut des Pays d'Outre-Mer, tome 2.

²⁶ G. François, *Les productions de l'Afrique occidentale française*, Melun, Imprimerie administrative, 1918.

Les conséquences en sont très lourdes : accroissement de la charge de travail des paysans (culture, mais aussi portage) ; hausse des prix trompeuse, car inférieure à celle des prix des produits importés, notamment le riz, aggravation de la crise de fret, déception considérable apportée par le système du consortium d'importation, générateur de stocks excessifs, à l'instar du Consortium de l'huilerie française. À Madagascar, la guerre accélère la mise en place du travail forcé²⁷, notamment pour la construction des chemins de fer²⁸.

Les colonies souscrivent aussi aux emprunts de guerre à hauteur de 0,75 % pour l'AEF et à 5 % pour l'AOF et Madagascar. C'est nettement moins que l'Algérie, car la contribution provient surtout des Européens.

Tableau 7 – Souscription des colonies et protectorats aux emprunts de guerre 1914-1920 selon Albert Sarraut et René Dobrenn (en % du total)

AOF	1,2	
AEF	0,3	
Madagascar	1,4	
Indochine	13,5	
Algérie	71,0	
Maroc	5,3	
Ensemble de l'empire français	100	3,2
Total des emprunts nationaux		100

Source : Marc Michel, *L'Afrique dans l'engrenage de la Grande Guerre*, Paris, Karthala, 2013.

La part de l'AEF, de l'AOF et de Madagascar apparaît plus faible que celle de l'Indochine. Mais celle-ci n'atteint en rien le niveau de l'Algérie. C'est qu'en effet la participation des indigènes est faible.

En revanche, l'apport en main-d'œuvre est déterminant. Une différence fondamentale oppose travailleurs militarisés et travailleurs libres (en petit nombre). Les Algériens sont les plus nombreux, aux environs de 40 000 au moins, soit plus que les Marocains, les Tunisiens et les Vietnamiens, eux-mêmes plus nombreux que les noirs. S'y ajoutent des apports en produits. Il s'agit d'abord des céréales d'Algérie : plus de 6,5 millions de quintaux pour toute la durée de la Première Guerre mondiale, mais à des prix inférieurs à ceux pratiqués en France. Si la France a été nourrie par l'Algérie, le déficit céréalier sur place est structurel, comme le montre Gilbert Meynier. L'Algérie fournit aussi son vin. La récolte est irrégulière. Payée toujours moins cher que les vins du Midi, il fait l'objet de réquisitions pour un quart de la récolte. En revanche, les propriétaires négociants et les distillateurs ne réduisent pas leurs marges. Par voie de conséquence, ils réalisent de grandes fortunes. L'AOF en revanche n'a que peu de ressources à fournir. Il en résulte une surexploitation : 94 % des exportations concernent des oléagineux contre seulement 5 % de céréales. Il ne se produit pas d'industrialisation, mais les denrées coloniales procurent une économie de devises non négligeable. Surtout les grandes compagnies de négoce (CFAO, SCAO) réalisent des profits considérables. En revanche, les tentatives de modernisation n'aboutissent pas : l'échec de la Société agricole du Sénégal le démontre. Comme le dit G. Meynier, « la colonie demeure à

²⁷ Jean Fremigacci, *État, économie et société à Madagascar (fin XIX^e siècle-1940)*, Paris, Karthala, 2014. Voir en particulier le chapitre 7 « L'instauration du travail forcé (1914-1919) », p. 173-242.

²⁸ Jean Fremigacci, *État, économie et société, op. cit.*, chapitre 10 « Mise en valeur coloniale et travail forcé. La construction du chemin de fer Tananarive-Antsirabé (1911-1923) », p. 273-328.

l'heure du comptoir ». Par ailleurs la guerre peut, dans certains cas, favoriser des trafics illicites²⁹.

Des territoires inégalement sollicités

L'appel à l'Afrique le prouve : les différents territoires ont été inégalement sollicités. Tel est le résultat de la grande étude de Marc Michel, *L'appel à l'Afrique. Contributions et réactions à l'effort de guerre en AOF 1914-1919*, Publications de la Sorbonne, Paris, 1982³⁰. L'AOF a apporté une contribution globalement importante, mais inégale à l'effort de mobilisation. Selon M. Michel, elle a fourni au moins 161 000 hommes de troupe venus s'ajouter aux quelques 31 000 tirailleurs, notamment sénégalais³¹, déjà sous les drapeaux, soit au total 192 000 hommes au moins. Si l'on y ajoute 7 200 originaires des quatre communes du Sénégal, l'on arrive au chiffre de 199 200 personnes, soit en gros 200 000 hommes. Ces chiffres dépassent ceux de l'Inspection générale des Colonies (152 300 hommes mobilisés), de Lyons de Feuchin (155 200) ou d'Albert Sarraut (163 600).

Ces chiffres se comparent presque à ceux de l'Afrique du Nord, toujours selon les évaluations de Marc Michel :

Tableau 8 – Effectifs militaires fournis par les différents territoires de l'empire au cours de la Première Guerre mondiale

	Nombre des incorporés	% de la population totale de l'Empire
Afrique du Nord	293 756	2,2
AOF + quatre communes du Sénégal	170 891	1,3
Indochine	48 922	0,3
Madagascar	41 355	1,8
Vieilles colonies (Antilles-Guyane)	22 695	4,3
AEF	17 910	0,6
Divers	11 191	
Total	607 256	1,1

Source : M. Michel, *L'appel à l'Afrique, op. cit.*

Les pertes de guerre restent, pour leur part, difficiles à chiffrer. Il en existe deux évaluations principales. La première émane de la Direction des Troupes coloniales (DTC), la seconde de Lyons de Feuchin (LDF). Les estimations sont présentées dans le tableau suivant :

Tableau 7 – Estimations des pertes de guerre coloniales de la Première Guerre mondiale (nombre de décès)

	Morts		Disparus		Total	
	(1)	(2)	(1)	(2)	(1)	(2)
Sénégalais	17 826	24 762	7 112	(5 434)	24 988	30 196
Malgache	4 000	2 368	101			

²⁹ Francesco Corraeale, *La Grande Guerre des trafiquants. Le front colonial de l'Occident maghrébin*, Paris, L'Harmattan, 2014.

³¹ Myron Echenberg, *Les Tirailleurs sénégalais en Afrique occidentale française (1857-1960)*, Paris, Kharthala, 2009 (traduction de *Colonial Conscripts, the Tirailleurs Sénégalais in French West Africa, 1857-1960* paru en 1991). Samuel Mbajum, *Les combattants africains dits « tirailleurs sénégalais » au secours de la France 1857-1943*, Paris, Riveneuve Éditions, 2013.

Indochinois	4644	1123	41	6393	4893	5436
Pacifique		290	2			
Somalis		517	105			
	22 470	29 060	7361		29 831	35 457

Sources : (1) DTC= Direction des Troupes Coloniales
(2) LDF=Lyons de Feuchin

Les Vietnamiens ont été nombreux dans les usines françaises durant la Grande Guerre. Leur situation a été bien étudiée par Mireille Le Van Ho³². De fait, la contribution des Indochinois ne se limita pas à la mobilisation pour les besoins militaires. Il a fallu répondre à la demande des usines d'armements : en août 1914, celles-ci n'employaient que 500 000 hommes, mais en novembre 1918, l'effectif avait triplé (1,5 millions de travailleurs employés). Les années 1915 à 1919 correspondent à la première vague d'émigration massive de main-d'œuvre vietnamienne : on compte alors plus de 90 000 Viets sur 887 000 mobilisés originaires des colonies, parmi lesquels 350 000 travailleurs. Principalement originaires du delta du fleuve Rouge et du Centre du pays, près de 49 000 sont allés travailler dans les usines et arsenaux. Quant à leur contribution militaire, elle semble d'au moins 43 000 hommes répartis en quatre bataillons de combattants et quinze bataillons d'étapes. Mais le projet d'Armée jaune conçu par Pennequin n'a jamais vu le jour.

UN RENOUVELLEMENT RÉCENT DES PERSPECTIVES HISTORIOGRAPHIQUES : LE CAS DES ACTUELS DOM-TOM

Trois cas méritent d'être examinés de plus près : la Guyane, en raison de l'importance des travaux récents dont ce territoire a fait l'objet. Les trois grandes îles à sucre, à savoir la Réunion, la Martinique et la Guadeloupe ; les territoires du Pacifique.

La Guyane : un renouvellement en profondeur des connaissances historiques

Concernant la Guyane, un livre récent fait désormais autorité : *Une colonie et ses soldats dans la Grande Guerre*³³. Avec le vote de la loi de trois ans de service militaire, les citoyens des vieilles colonies » sont admis à faire leur service militaire, comme les métropolitains. De plus, si les conscrits de 1912 ont été rappelés, les soldats de ces mêmes « vieilles colonies » ne sont mobilisés en fait qu'en 1915. Les appelés ne sont guère représentatifs de la diversité de la population. La plupart des bagnards sont exclus. Il en va de même de la totalité des Amérindiens et des Businenge. Les Guyanais non citoyens sont exclus eux aussi : Anglais, Annamites et Tonkinois, Chinois, Syriens. Seuls sont concernés les Européens et les Créoles. Naît ainsi le mythe du « bataillon créole ». En fait, les troupes levées aux Antilles ne sont pas des volontaires, mais des mobilisés. L'on observe cependant un réel consentement à la guerre, surtout lorsque les Guyanais sont instruits et vivent dans les villes. En revanche, il existe un nombre relativement important d'insoumis.

Pendant la Première Guerre mondiale, la Guyane présente des traits spécifiques. Seul territoire colonial français en Amérique du Sud, elle constitue un territoire peu peuplé et sous-

³² Mireille Le Van Ho, *Des Vietnamiens dans la Grande guerre. 50 000 recrues dans les usines françaises*, Paris, Vendémiaire, 2014.

³³ Philippe Guyot, Marie-Céline Gardiennet et Léopold Champestraing, *Une colonie et ses soldats dans la Grande Guerre*, Matoury, Ibis Rouge Éditions, 2014.

développé, caractérisé par l'échec des tentatives de peuplement depuis l'expédition de Kourou en 1763³⁴. Pendant le conflit mondial, la situation des économiquement faibles se dégrade : à la forte inflation s'ajoutent les difficultés des jeunes étudiants guyanais travaillant en métropole, quand ils ne sont pas avec leur famille. Peu favorable, la situation économique se dégrade : si le territoire ne réalise que peu d'exportations en 1914, la Première Guerre mondiale correspond à la fin du cycle de l'or. L'issue semble être trouvée dans les créations de distilleries de rhum, de 1915 à 1919, notamment en raison de la demande croissante d'alcool pour les combattants de la Grande guerre : il en existe trois en 1915, dès en 1917. Il s'agit d'investissements peu rentables, d'où leur déclin dès 1919.

Depuis la fin du XIX^e siècle, une demande a été régulièrement ajournée : l'égalité en matière de conscription pour les jeunes créoles. Différents arguments ont pu y contribuer : l'insuffisance des infrastructures militaires dans les vieilles colonies ; le coût du transport et de l'hébergement des jeunes créoles jusqu'en France ; la faiblesse des effectifs par classe d'âge ; les doutes portant sur la valeur des créoles ; leur réputation de conscrits « réclameurs ». Tout change avec la loi du 7 août 1913. Son application pose le problème de l'hospitalisation de nombreux conscrits et même de quelques morts, d'où la pratique de l'hivernage en Afrique du Nord, surtout en Algérie.

La mobilisation commence par l'appel des classes 1912 et 1913. S'y ajoutent des pétitions demandant la mobilisation, mais elles ne sont suivies que de peu d'effets. Les départs commencent à partir de janvier 1915. Une seconde vague a lieu en mars 1915, puis les départs réguliers se succèdent jusqu'en 1918. Les difficultés s'accroissent pour les étudiants guyanais en France (témoignage de Gaston Monnerville). Pour les bagnards, il n'y a pas de participation à l'effort militaire, mais une participation financière est possible. S'agissant des soldats guyanais, un certain nombre d'observations peuvent être faites : les réformés et ajournés sont assez nombreux, de même que les insoumis, même si l'on ne compte qu'un déserteur ; enfin, le taux de mortalité – attention à ne pas sur-interpréter en raison de la faiblesse des chiffres – apparaît plutôt plus faible qu'en métropole (0,5 % de morts par rapport à l'ensemble de la population guyanaise contre 3,2 % pour la France dans son ensemble). D'autres contributions scientifiques convergent vers les mêmes conclusions³⁵.

Les trois grandes îles : la Réunion, la Martinique et la Guadeloupe

De leur côté, les trois grandes îles, Réunion, Martinique et Guadeloupe, ont donné lieu à des travaux relativement substantiels. Tel est le cas de la Réunion. Celle-ci bénéficie d'une bibliographie relativement abondante au sein de laquelle s'imposent des ouvrages comme ceux d'Ho Hai Quang³⁶, Daniel Vaxelaire³⁷ et, surtout, d'Yvan Combeau et Edmond Maestri³⁸. Pour cette dernière île, la Première Guerre mondiale révèle une situation

³⁴ Sarah Ebion, Lydie Ho Fong Choy Choucouton, Sidonie Latidine, Jacqueline Zonzon, *La Guyane et la Grande Guerre « 1914-1918 »*, Matoury, Ibis Rouge Éditions, 2014.

³⁵ Philippe Guyot, *Soldats guyanais prisonniers de l'armée allemande. Grande Guerre 1914-1918*, Matoury, Ibis Rouge, 2014.

³⁶ Ho Hai Quang, *Histoire économique de l'île de La Réunion (1849-1881). Engagisme, croissance et crise*, Paris, L'Harmattan, 2004.

³⁷ Daniel Vaxelaire, *Le grand livre. L'histoire de La Réunion*, vol. 2, *De 1848 à l'an 2000*, La Réunion, Orphie, 1999.

³⁸ Yvan Combeau et Edmond Maestri (dir.), *Histoire de La Réunion de la Colonie à la région*, Paris, Nathan, 2002.

contradictoire. Pour la réunionnaise, le conflit engendre des profits (les grands propriétaires fonciers et usiniers ainsi que les commerçants bénéficient de la hausse des prix), mais aussi des servitudes : les populations sont affectées par la hausse des prix du riz, d'où la recherche de substituts (maïs, pomme de terre, haricots) et le rationnement de l'économie. Une telle situation résulte du nouvel âge de la canne à sucre. Si la production augmente beaucoup, passant de 33 000 tonnes en 1914 à 42 000 en 1920, l'enrichissement est néanmoins inférieur à celui de l'île Maurice. La production de vanille augmente aussi beaucoup : elle double entre 1915 et 1920. Ensuite, elle subit la concurrence victorieuse de Madagascar et du Mexique, dont la production, certes inférieure en qualité, bénéficie d'un net avantage en termes de prix de revient. La Réunion participe de façon active aux emprunts de guerre (plus de 7 millions de francs collectés en 1917) et aux combats. Au total, la Réunion fournit 14 000 mobilisés, parmi lesquels près d'un millier de morts et plusieurs milliers de blessés.

À la Réunion, les conséquences de la guerre apparaissent importantes. La situation sanitaire y demeure précaire : la grippe espagnole de 1919 y fait 5 886 morts, soit 3,4% d'une population totale de 174 141 habitants. En outre, le conflit mondial marque la fin du règne des « seigneurs ». En effet, deux des plus grands possesseurs de domaines vendent leurs terres : il s'agit des comtes de Kerveguen et Choppy³⁹. En résulte un morcellement des empires sucriers et l'irruption des Mauriciens. Néanmoins, l'activité de ces grands propriétaires conserve un caractère encore nettement aristocratique. Malgré l'apparition du syndicalisme, l'époque reste relativement calme.

Sans doute y-a-t-il plus à faire avec la Guadeloupe et la Martinique⁴⁰. La période de la Première Guerre mondiale offre un vaste espace à de nouvelles recherches, malgré l'existence d'un certain nombre de travaux spécifiques. Alain-Philippe Blérard par exemple, dans son *Histoire économique de la Guadeloupe et de la Martinique du VII^e siècle à nos jours*⁴¹, apporte quelques éclairages sur la Martinique. La Première Guerre mondiale y stimule la production de rhum et de sucre. Ce dernier fait l'objet d'un monopole de l'État. Il s'ensuit un boom des exportations, mais aussi le fait que l'industrie rhumerie s'affranchisse de celle du sucre. En effet, les prix unitaires du rhum s'envolent sur le marché français.

Tableau 10 – Exportations vers la France de rhum à 55° et de sucre de la Martinique

	Rhum		Sucre	
	hectolitres	Millions de francs	Tonnes	Millions de francs
1913	185 973	11,9	39 715	12,1
1914	263 815	49,6	20 807	19,6

Source : G. Josa, cité in A.P. Blérard, *Histoire économique de la Guadeloupe et de la Martinique du XVII^e siècle à nos jours*, op. cit., p. 63.

Une telle évolution entraîne des conséquences importantes. Les enrichissements spectaculaires s'accompagnent d'un renforcement des inégalités de revenus. Les excédents budgétaires s'accumulent, mais ils sont corrélatifs d'une hausse accélérée des prix. Comme l'a bien montré Sabine Andrivon-Milton, au total, la Martinique a fourni une importante contribution à l'effort de guerre⁴². Elle est record en ce qui concerne les emprunts de guerre.

³⁹ Yvan Combeau et Edmond Maestri (dir.), *Histoire de La Réunion de la Colonie à la région*, op. cit., p. 80.

⁴⁰ Danielle Bégot (dir.), *Guide de la Recherche en histoire antillaise et guyanaise*, tome 1, Paris, CTHS, 2011.

⁴¹ Alain-Philippe Blérard, *Histoire économique de la Guadeloupe et de la Martinique du XVII^e siècle à nos jours*, Paris, Karthala, 1986.

⁴² Sabine Andrivon-Milton, *La Martinique et la Grande Guerre*, Paris, L'Harmattan, 2005.

Elle vient en effet en tête pour la contribution par tête d'habitant⁴³. De surcroît, elle fournit une participation très significative à l'effort militaire, supérieur en tout cas à celui de la Guadeloupe.

Tableau 11 – Effectifs mobilisés pendant la Première Guerre mondiale

Colonies	Effectifs incorporés	Effectifs venus en Europe
Guyane	2329	1747
Martinique	14 909	8788
Guadeloupe	11 751	8345
Saint-Pierre et Miquelon	594	594
Nouvelle-Calédonie et Tahiti	1097	988
Quatre communes du Sénégal	5740	5400

Source : Sabine Andrivon-Milton, *La Martinique et la Grande Guerre*, op. cit., p. 46.

En Guadeloupe, la situation apparaît un peu moins favorable, comme le montre Alain Buffon, dans *Monnaie et crédit en économie coloniale (1635-1919)*⁴⁴. La première Guerre mondiale voit un tassement des exportations de sucre. Mais si la contribution à l'effort militaire est relativement moindre que pour la Martinique, elle reste néanmoins significative : le taux de participation effectifs incorporés aux opérations en Europe apparaît en effet meilleur.

Les territoires du Pacifique

Quant aux territoires du Pacifique, ils recouvrent trois ensembles : la Nouvelle-Calédonie, les Nouvelles-Hébrides, Tahiti et ses îles⁴⁵. En Nouvelle-Calédonie, pendant la guerre, l'activité minière se poursuit⁴⁶. Parce que le travail demeure très pénible, l'industrie emploie toujours une main-d'œuvre disparate : travailleurs des Nouvelles-Hébrides (actuel Vanuatu) ; immigrés japonais, en résidence libre, vietnamiens (en réalité tonkinois) et indonésiens (javaneis), ces deux dernières catégories étant soumises au système de l'engagisme. Cette industrie poursuit une activité soutenue par les besoins de la Défense nationale. Toutefois, à partir de 1915, le territoire souffre des effets négatifs de la guerre sous-marine. En dépit de l'augmentation de la demande japonaise et de progrès technologiques, les problèmes persistent : contrôle pesant de l'État, à travers le régime des consortiums, difficultés d'approvisionnement et obsolescence des investissements.

La participation à l'effort militaire n'est pas négligeable s'agissant des différentes composantes de la population⁴⁷. Celle-ci se caractérise par son caractère très disparate. La colonisation pénale a été prédominante. Les colons libres sont peu nombreux : anglo-saxons, fonctionnaires, colons du sucre, du café, du coton, etc. La majorité sont des déportés et, ce,

⁴³ *Ibid.*, p. 46.

⁴⁴ Alain Buffon, *Monnaie et crédit en économie coloniale (1635-1919)*. Contribution à l'histoire économique de la Guadeloupe 1635-1919, Basse-Terre, Société d'histoire de la Guadeloupe, 1979 (notamment p. 276, 333-336 et 357-358).

⁴⁵ Georges Regelsperger, Edmond Pelleray, Georges Froment-Guieysse, *L'Océanie Française, La Nouvelle-Calédonie, Les Nouvelles-Hébrides, les Établissements Français de l'Océanie*, Paris, Notre Domaine Colonial, 1922.

⁴⁶ Yann Bencivengo, *Nickel. La naissance de l'industrie calédonienne*, coll. « Perspectives historiques », Tours, Presses universitaires François Rabelais, 2014.

⁴⁷ Sylvette Boubin-Boyer, « La Nouvelle-Calédonie durant la Première Guerre Mondiale », *Revue juridique, politique et économique de Nouvelle-Calédonie*, n°8, septembre-octobre 2006, p. 31-45.

depuis 1963. Les transportés (travaux forcés au bagne de l'île Nou) se distinguent des déportés (exilés politiques) et de relégués (petits délinquants). S'y ajoutent des travailleurs immigrés, ceux dont il a été question plus haut, et des autochtones, les Kanaks. Ceux-ci demeurent cantonnés dans des réserves (grand cantonnement de 1893-1903, dû au gouverneur Teillet), sauf dans les îles Loyauté. Ils sont régis par le statut de l'indigénat de 1887. La mobilisation concerne les Européens, appelés niaoulis, et les indigènes, avec, à partir de janvier 1916, la création du bataillon des tirailleurs des îles du Pacifique, constitué de Kanaks. Mais la levée de troupes parmi eux provoque des résistances parfois violentes : ainsi, en 1917, le soulèvement des populations du quadrilatère Koniambo-Voh-Hienghène-Poindimié, est durement réprimé.

Aux Nouvelles-Hébrides, la Première Guerre mondiale se traduit par une perte d'influence de la France⁴⁸. En effet, l'accord du 20 octobre 1906 a instauré un condominium franco-britannique, que traduit la présence conjointe de deux Hauts Commissaires, l'un britannique, l'autre français. Mais le conflit conduit à une faillite du système : le mécontentement des colons grandit d'autant que s'affirment les ambitions régionales de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande. Pourtant le territoire offrait des perspectives non négligeables aux intérêts français : de superficie presque équivalente à celle de la Nouvelle-Calédonie, les Nouvelles-Hébrides représentent trois fois celle de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion. Quant à Tahiti et à ses îles, la situation y demeure très mal connue⁴⁹. Très sous-administrée, la colonie connaît une mobilisation tardive (1916) des hommes. Après le conflit mondial ces territoires connaissent une grave crise économique et démographique, marquée notamment, dès l'immédiat après-guerre, par une grippe espagnole dévastatrice.

Conclusion

Deux idées majeures se dégagent de la présente étude. La première est que, pendant la Première Guerre mondiale, l'empire a fourni une contribution globale inférieure à celle de l'empire colonial britannique. Mais, en proportion des populations et des richesses disponibles, l'effort fourni par l'empire français apparaît relativement plus élevé que celui de son homologue britannique. La seconde conclusion réside dans le fait qu'au sein de l'empire français, les plus fortes contributions émanent d'Algérie et d'AOF. Néanmoins, les actuels DOM-TOM ont payé le prix du sang, à l'exemple de la Réunion, de la Martinique et de la Guadeloupe, mais aussi de la Nouvelle-Calédonie. Pour certains territoires, comme en Martinique et à la Réunion, se produit une accélération des mutations économiques, marquée par la création de nouveaux revenus, mais très inégalement répartis. On le voit le sujet reste encore ouvert pour de nouvelles recherches, en dépit d'un important renouvellement historiographique récent.

⁴⁸ Georges Regelsperger, Edmond Pellerin, Georges Froment-Gueysse, *L'Océanie Française, La Nouvelle-Calédonie, Les Nouvelles-Hébrides, les Établissements Français de l'Océanie*, op. cit.

⁴⁹ Maurice Bitter, *Histoire de Tahiti et ses îles*, Paris, Jacques Grancher éditeur, 1992 ; Pierre-Yves Toullelan, Bernard Gille, *Le mariage franco-tahitien. Histoire de Tahiti du XVIII^e siècle à nos jours*, Tahiti, Éditions Polymages-Scoop, 1992 en part. p. 69-112) ; Philippe Rey-Lescure, *Abrégé d'Histoire de la Polynésie française. Tahiti et les Archipels*, [1958], Papeete (Tahiti), Klima, 1970.